

La chute du ministère Ferry et la presse marseillaise

Le 30 mars 1885, au cours d'une séance particulièrement dramatique à la Chambre des Députés, le second ministère Jules Ferry était renversé par 308 voix contre 149.

Constitué le 20 février 1883, le cabinet de « concentration républicaine » de Ferry avait mis fin à une longue période d'instabilité ministérielle marquée par la succession au pouvoir de huit ministères éphémères en 4 ans. La nécessité unanimement ressentie d'une plus grande stabilité gouvernementale, la personnalité du nouveau président du Conseil qui apparaissait comme le successeur désigné de Gambetta, avaient permis à Ferry de disposer à l'origine d'une forte majorité et de l'appui de tous les républicains. Mais plus encore que le problème de la révision constitutionnelle, l'expansion coloniale en Indochine qui fut le grand événement du second ministère Ferry, allait entraîner la coalition, à la Chambre, de la droite et de la gauche qui menaient une lutte furieuse et acharnée contre l'expédition du Tonkin. La majorité elle-même, au fur et à mesure que se multiplient les demandes d'ouverture de crédits pour le Tonkin — 9 entre mai 1883 et mars 1885 — commence à fondre tandis que des démissions affaiblissent le cabinet : en octobre 1883, le ministre des Affaires Etrangères, Challemel-Lacour, abandonne Ferry, imité par le général Campenon, ministre de la Guerre, en décembre 1884. Ferry, victime de critiques violentes et livré aux attaques les plus grossières, sombre dans l'impopularité générale. On le surnomme le « Tonkinois ». A la Chambre, Clemenceau lui reproche amèrement d'imposer au pays un effort militaire excessif, de désorganiser l'armée métropolitaine et surtout de détourner l'attention de la France de la « ligne bleue des Vosges »

au profit d'aventures coloniales qui ne présentent aucun intérêt pour notre pays. Les encouragements de Bismarck, qui voit d'un bon œil la France s'engager outre-mer suscitent de vives critiques :

« En dispersant nos forces aux quatre coins du monde, en gaspillant notre argent, en diminuant ainsi votre force de résistance, vous vous êtes condamné à subir l'attraction de l'homme d'Etat qui est présentement le maître de l'Europe... M. le prince de Bismarck est un ennemi dangereux, c'est peut-être un ami plus dangereux encore. Oul ! c'est lui qui vous a montré Tunis au congrès de Berlin, c'est lui qui vous a mis en opposition avec l'Angleterre... C'est lui qui traite aujourd'hui pour le Congo, avec vous, sur le tapis vert de Berlin, et pendant que nous gaspillons notre argent et le meilleur de notre sang dans de folles entreprises, il vous fait la plus terrible guerre économique, attendant patiemment l'heure de l'honnête courtage pour les services rendus... Du jour où, désertant l'Europe, vous vous êtes jeté sur l'Afrique et sur l'Asie, vous étiez condamné à subir en Europe le concours, la protection, auxquels vous ne pouviez vous soustraire. » (1).

L'opinion publique croit que l'effort militaire et financier demandé au pays ne profite qu'à quelques hommes d'affaires parmi lesquels on cite souvent le propre frère du chef du gouvernement, le banquier Charles Ferry. Certains répandent même le bruit que Jules Ferry est intéressé aux charbonnages fonkinois. Conscient de l'opposition grandissante qui se dresse contre ses projets, le président du Conseil oppose souvent un optimisme exagéré à la réalité plus sombre des faits. Les demandes constamment renouvelées de crédits supplémentaires, le sentiment qu'ont la plupart des députés d'être bernés par le gouvernement, suscitent des incidents parlementaires et de violentes interpellations. On a conscience à la Chambre que Ferry travestit les nouvelles en provenance du Tonkin et agit souvent sans l'autorisation des députés. A plusieurs reprises, le gouvernement doit se contenter de simples ordres du jour, et non plus de votes de confiance, adoptés d'extrême justesse.

Ce sont les mauvaises nouvelles du Tonkin qui vont provoquer la chute du ministère Ferry. Les négociations de paix menées avec la Chine dans le plus grand secret depuis janvier 1885 et qui semblaient aboutir par l'entremise de Londres et Berlin sont brutalement interrompues par des incidents militaires au Tonkin. Le 23 mars 1885, le général de Negrier qui avait amorcé une offensive en direction du territoire chinois à partir de Lang-Son, est obligé

(1) Discours de Clemenceau à la Chambre, le 27 novembre 1884.

de battre en retraite devant d'importantes masses chinoises. La colonne française se replie alors sur Lang-Son que les Chinois investissent. Mais brusquement, dans la nuit du 28 au 29 mars 1885 arrive à Paris une dépêche de Brière de l'Isle qui annonce une retraite générale des Français vers Hanoi et qui laisse croire à un véritable désastre militaire :

« Je vous annonce avec douleur que le général de Négrier, grièvement blessé, a été contraint d'évacuer Lang-Son, les Chinois débouchant par grandes masses, sur trois colonnes, ont attaqué avec impétuosité nos positions... Le colonel Herbinger, devant cette grande supériorité numérique, ayant épuisé ses munitions, m'informe qu'il est obligé de rétrograder... L'ennemi grossit toujours... Quoiqu'il arrive, j'espère défendre le Delta. Je demande au gouvernement de m'envoyer le plus tôt possible de nouveaux renforts. »

En fait, comme on l'apprit peu après, la situation était meilleure que ne le faisaient supposer des renseignements exagérés et il semble que la retraite, décidée par le colonel Herbinger, ait été précipitée. Mais à Paris la nouvelle provoque une intense émotion. On croit le Tonkin perdu. L'opinion considère l'événement comme un désastre sans précédent. La foule qui grossit sur les boulevards scande des injures à l'adresse de Ferry et réclame sa démission. C'est dans un véritable climat d'émeute que Ferry, contre l'avis des chefs de la majorité parlementaire, se présente à la Chambre. Au début de l'après-midi du 30 mars, il monte à la tribune, sous les huées de la droite et de l'extrême gauche, pour demander de nouveaux crédits. Clemenceau, dans une interpellation d'une violence inouïe, puis Ribot, sonnent l'hallali.

En province, devant les nouvelles de Paris, l'émotion fut aussi grande. La presse, dans sa quasi-unanimité, adressait le lendemain et les jours qui suivirent des reproches amers contre le président du Conseil démissionnaire et son gouvernement. Ce sont ces réactions, telles qu'elles se sont développées dans la presse marseillaise, qu'il convient maintenant d'étudier.

LA PRESSE D'OPPOSITION

Les journaux de droite ou d'extrême gauche imprimés à Marseille sont ceux qui adressent les critiques les plus acerbes à l'égard de Ferry. Aucune excuse, aucune circonstance atténuante n'est invoquée pour tenter d'expliquer ou de comprendre la politique coloniale de Ferry. Chroniqueurs et rédacteurs de la *Gazette du Midi*,

du *Soleil du Midi* ou du *Radical* de Marseille font cause commune contre le gouvernement démissionnaire. Les pires injures pleuvent sur celui-ci et sur son chef. Le remède unanimement préconisé par les feuilles d'opposition est la dissolution de la Chambre. On sent que radicaux et conservateurs désirent profiter du discrédit jeté sur les opportunistes pour affermir leurs positions à la Chambre. Mais c'est à coup sûr dans les journaux de droite, mieux faits et plus habiles, que le mécontentement bat son comble.

L'opposition de droite

Plusieurs thèmes sont développés avec force au lendemain de la crise par les journaux de droite.

Tout d'abord la chute du ministère Ferry constitue une magnifique occasion pour la *Gazette* et le *Soleil du Midi* de dresser le procès du régime républicain. La virulence des propos tenus dans ces feuilles s'exerce non seulement à l'encontre de Ferry et des membres de son cabinet, mais aussi de tous les députés républicains sans exception. Dans la *Gazette du Midi*, on constate que « M. Ferry est tombé hier sans dignité... renversé par une partie de ses complices » (2). Dans le *Soleil du Midi*, on attaque la « Chambre pourrie », la « basse-cour parlementaire » (3), et l'on écrit que la France n'a plus confiance dans les décisions qui sortiront encore des « cervelles abjectes de nos saltimbanques politiques » (4). Quant à Ferry, il est qualifié d'« homme sinistre » (5), d'« homme néfaste » (6), et ses ministres ne sont qu'une « bande de mame-lucks » (7). Dans aucun autre journal marseillais les injures à l'égard des députés n'atteignent une aussi grande intensité. La demande de mise en accusation du ministère Ferry qui a été repoussée à la Chambre, est réclamée à grands cris dans la presse de droite. Celle-ci, profitant de l'émoi général, demande qu'avec Ferry et sa « valetaille » on condamne aussi le président de la République, les présidents des deux Chambres M. Brisson et Leroyer, plus 259 députés et 175 sénateurs. L'opposition conservatrice s'en prend

(2) *Gazette*, 1^{er} avril 1885.

(3) *Le Soleil*, 31 mars 1885.

(4) Voir note (3).

(5) Voir note (3).

(6) *Le Soleil*, 3 avril 1885.

(7) Voir note (6).

souvent au président de la République qui n'est que « l'instrument aveugle de toutes les fautes commises et de l'échec subi par nos vaillants généraux » (8). On pourrait multiplier à loisir les épithètes injurieuses proférées contre le régime et son personnel.

« Pour nous, nous le déclarons hautement, tout est pourri, tout croule, Chambres, Conseils; toutes nos institutions s'effondrent, le pays meurt!... l'édifice est à reconstruire de la base au sommet » (9).

Et à propos du cabinet Brisson qui a succédé à Ferry avec la même composition, la *Gazette du Midi* sous la plume de Charles Garnier, écrit :

« M. Ferry, jeté par la fenêtre, rentrera par la porte large ouverte. On ne comprend guère la République sans lui; c'est l'artiste nécessaire sans lequel la pièce ne peut bien se jouer. Ce sera une résurrection d'un nouveau genre, après la résurrection du Christ que la chrétienté vient de célébrer, la République se charge de ressusciter le mauvais larron » (10).

La droite tente d'exploiter et de canaliser à son profit, le mécontentement général contre le gouvernement pour provoquer la chute de la République. Les conservateurs, qui ont toujours voté à la Chambre contre le ministère Ferry et sa politique coloniale, sont bien placés pour se dresser contre le régime qu'ils rendent responsable de nos déboires au Tonkin. Jamais les feuilles de droite ne font l'éloge d'un Clemenceau et de la gauche radicale qui pourtant se sont associés à la lutte menée à droite contre Ferry. Mais la droite espérait et croyait fermement que le régime ne survivrait pas à la crise ministérielle, c'est ainsi que nous croyons pouvoir interpréter le redoublement des attaques contre de Freycinet d'abord, contre Brisson ensuite qui allait constituer le nouveau cabinet. Un certain désappointement se lit dans les journaux conservateurs dans les jours qui suivent la chute de Ferry. Et le régime leur semble mieux assis et plus solide qu'ils ne l'avaient espéré. L'indignation augmente devant les tractations menées à l'Élysée pour former un nouveau ministère :

(8) *Le Soleil du Midi*, 1^{er} avril 1885.

(9) *Le Soleil du Midi*, 4 avril 1885.

(10) *La Gazette du Midi*, 6, 7 et 8 avril 1885.

« Mais ces gens-là sont affamés ! Rien ne rassasiera leurs ignobles appétits d'influence de places d'honneur. La honte les étouffe à la gorge et, loin de crier merci, de solliciter miséricorde, ils osent encore, dans la nouvelle combinaison ministérielle, demander des portefeuilles. Ils traînent leur répugnante mendicité dans toutes les antichambres et, déjà, les valets encombrent le cabinet des ministres de demain... Nous avions cru que les opportunistes fléchiraient le front sous le terrible verdict qui les accable aujourd'hui. Nous avions cru que, tombés à plat dans cette honte où ils sont ensevelis tout entier, ils ne trouveraient pas moyen de tomber plus bas. » (11).

Voyant que le régime n'est pas encore à son agonie, la presse conservatrice exalte le patriotisme français afin qu'il se déchaîne contre la République. C'est le second thème qui se fait jour dans la *Gazette* et le *Soleil du Midi*. En effet, dans les tout premiers jours qui suivirent la démission de Ferry, l'accent était mis sur les rouages tarés du régime républicain, sur l'incapacité de nos représentants que l'on flétrissait à loisir. Mais, par la suite, les journaux de droite mettent à profit l'échec de nos troupes au Tonkin, unanimement ressenti dans l'opinion publique comme un affront essuyé par la France tout entière, pour en rejeter la responsabilité sur les républicains. A une époque où le patriotisme français, nourri par la perte de l'Alsace-Lorraine, était particulièrement ombrageux, la retraite de notre armée, l'échec de notre drapeau devant les Chinois apparaissent comme un véritable désastre aux yeux de l'opinion publique. L'émoi général qui soulève les cœurs n'a pas pour origine un sentiment antirépublicain mais bien la défaite de nos armes au Tonkin. La presse conservatrice de Marseille a compris le sens des manifestations parisiennes et utilise le réflexe patriotique qui se développe en cette circonstance au sein du pays pour discréditer le régime. Chaque jour, dans les colonnes des journaux de droite, on assimile l'affaire de Lang-Son à un aveu d'impuissance du régime républicain :

« La guerre du Tonkin et de la Chine n'est pas au compte de tel ou tel ministre républicain mais du parti républicain tout entier. La guerre du Tonkin et de la Chine appartient à la République, comme la guerre du Mexique appartient au dernier Empire, comme la campagne de Russie au premier Napoléon » (12).

(11) *Le Soleil du Midi*, jeudi 2 avril 1885.

(12) *La Gazette*, 1^{er} avril 1885.

Le lendemain, on lit dans le même journal :

« Les responsabilités de la guerre du Tonkin et de la Chine étaient hier, sont aujourd'hui, seront demain exclusivement républicains... il faudrait surtout en finir avec la République qui nous ruine et nous déshonore... Il y aurait une liquidation qui presserait encore plus que celle du Tonkin et qui la faciliterait, ce serait la liquidation de la République » (13).

Le *Soleil du Midi* considère les échecs subis au Tonkin, consécutifs à la politique aventureuse de la « coterie opportuniste », comme une défaite plus humiliante que celle de 1870 :

« En 1870, la France a été battue par l'Allemagne mais au moins l'Allemagne était une grande puissance militaire européenne. C'était désastreux. Ce n'était pas humiliant. Le drapeau de la France en face d'Asiatiques, en face de Chinois, ce n'est pas dangereux mais c'est humiliant » (14).

Et par un paradoxe curieux, au lieu de demander, comme elle l'a toujours fait, la retraite de nos soldats du Tonkin, la droite en vient à réclamer des renforts :

« ...Le temps passe cependant, à quatre mille lieues au delà des mers nos enfants souffrent et meurent! Que fait-on dans ce temps ? On se distribue les portefeuilles tombés, on se hâte de commettre de nouvelles folies... il n'y a qu'à secourir nos soldats en toute hâte et sans marchandier... » (15).

« Ne demandez pas à ces gens-là ce qu'ils font... pour secourir nos soldats, pour prévenir un dernier désastre militaire... nos soldats non seulement sont sacrifiés mais encore insultés... » (16).

Dans un article en date du 4 avril et intitulé « Des renforts ! », le *Soleil du Midi* réclame l'acheminement rapide de renforts au Tonkin pour relever en Extrême-Orient « le prestige si indignement compromis de la France ! »

(13) *La Gazette du Midi*, 2 avril 1885.

(14) *Le Soleil du Midi*, 3 avril 1885.

(15) *Le Soleil du Midi*, 1^{er} avril 1885.

(16) *La Gazette du Midi*, 4 avril 1885.

Dans sa lutte contre le régime républicain la droite a conscience d'être l'interprète de l'opinion publique. Elle s'imagine traduire les aspirations unanimes de tous les Français. Ce mythe de l'opinion publique antirépublicaine apparaît chaque jour :

« Aucun ministère ne peut tenir à cette heure, il se produit une poussée de l'opinion publique à laquelle la baraque républicaine ne résistera pas. Si les élections avaient lieu demain, il y aurait un balayage républicain par les honnêtes gens » (17).

Même sentiment, dans un article intitulé « Déguerpissez », où le *Soleil du Midi* s'adresse aux députés républicains et leur demande de se retirer :

« S'ils restent sourds à ce désir, l'émotion grandira, l'indignation éclatera formidable et houleuse et comme le vent balaie la boue et la poussière, la tempête populaire fera pour toujours œuvre de désinfection! » (18).

On peut se demander évidemment dans quelle mesure ce sentiment qu'ont les journaux de droite de traduire l'opinion générale correspond à la réalité. Certes, aux élections d'octobre 1885, les républicains essuieront un échec difficilement colmaté au second tour grâce au système, partout appliqué, de la « discipline républicaine ». Mais peut-on en conclure que l'opinion publique était devenue favorable dans sa majorité à un gouvernement monarchique ? A notre avis, la chute du ministère Ferry et l'incident de Lang-Son favorisèrent plutôt le développement d'un sentiment d'antiparlementarisme et de méfiance à l'égard des députés qu'une conversion soudaine et générale du pays aux idées royalistes. La question est de savoir si tous les électeurs qui votèrent en octobre 1885 pour les listes d'opposition conservatrice étaient des monarchistes convaincus ou bien si la plupart d'entre eux ne voulaient pas, en votant pour des opposants au régime, marquer leur mécontentement à l'égard des gouvernements opportunistes ?

Toujours est-il que les journaux conservateurs à Marseille ont conscience de l'émotion qui s'est emparée du pays et veulent en profiter. Dès le 31 mars, le *Soleil du Midi* demande « que la Cham-

(17) *La Gazette du Midi*, 3 avril 1885.

(18) *Le Soleil du Midi*, 31 mars 1885.

bre soit immédiatement dissoute », tandis que la *Gazette* à son tour, 4 jours plus tard, réclame la même mesure. Mais dans l'esprit des journalistes de droite qui espèrent, nous l'avons vu, à l'occasion d'une consultation électorale, voir le parti monarchiste gagner des sièges, il ne s'agit là que d'une étape vers un changement de régime. L'établissement d'un régime monarchique, tel doit être l'aboutissement normal de la crise ministérielle :

« Deux voies vous sont ouvertes; celle que vous avez suivie depuis quatorze années conduit à l'anarchie, à la défaite, à la mise à la porte, l'autre celle que suivent les peuples nos voisins et dans laquelle ils ont grandi sous vos yeux. L'histoire vous apprend qu'elle conduit à la prospérité et à la grandeur » (19).

Le même journal établit des rapprochements habiles entre la situation actuelle et certains événements antérieurs afin de montrer qu'en régime monarchique les députés savent s'unir pour faire face aux périls qui menacent la France : c'est ainsi qu'après l'émeute du 12 mai 1839 la rivalité qui opposait Thiers à Guizot s'était effacée devant le péril intérieur, pour laisser la place à un cabinet d'union constitué le soir même sous la présidence de Soult.

L'opposition d'extrême gauche

L'opposition d'extrême gauche disposait à Marseille d'un seul journal quotidien intitulé *Le Radical*. Les réactions radicales à la chute du ministère Ferry offrent de nombreux points de comparaison avec celles de la droite : critique aussi sévère des opportunistes, campagne en faveur de la dissolution de la Chambre et de la mise en accusation du ministère Ferry, exaltation du sentiment patriotique bafoué par les événements du Tonkin. Mais là s'arrête la ressemblance. Les radicaux sont des républicains et jamais le régime n'est mis en cause. D'une façon générale, les articles du *Radical* signés Marius Trotebas ou Louis Berthal renferment moins de virulence que ceux de la *Gazette du Midi*. Les arguments développés contre les opportunistes y sont présentés avec moins d'habileté que dans la presse conservatrice.

(19) *Gazette du Midi*, 4 avril 1885.

Bien entendu, Ferry et la fraction républicaine qui l'a soutenu sont chaque jour le point de mire du *Radical*. A la lumière de l'incident de Lang-Son, la preuve est faite maintenant, pour ceux qui en doutaient encore, de la « fausseté de tout ce qui a été dit sur cette expédition désastreuse » (20). La responsabilité du désastre subi par nos troupes au Tonkin repose uniquement sur Jules Ferry dont les « actes de folie » ont été ratifiés par les opportunistes. Le *Radical* s'élève ardemment contre les intrigues qui visent à amener la constitution d'un ministère semblable au précédent :

« On n'a pas été peu étonné de constater que l'élément de l'ancien ministère cherchait à conserver un peu de pouvoir perdu. Les opportunistes... après à la curée des portefeuilles veulent encore placer des sous-Ferry à la tête du gouvernement » (21).

Les difficultés rencontrées par de Freycinet pour former un nouveau cabinet, et surtout pour attribuer le portefeuille de l'Intérieur sont sévèrement interprétées et fournissent la preuve éclatante de l'incapacité des opportunistes, accusés par ailleurs de concussion :

« Une chose semble préoccuper tous nos hommes politiques. C'est le choix du futur ministère de l'Intérieur qui préoccupe tous les esprits car c'est lui... qui détiendra les fonds secrets avec lesquels la cuisine électorale se pratique.. n'est-il pas écœurant de voir notre parlement occupé à de mesquines questions de personnalités, à de mesquines ambitions pour s'assurer soit à l'heure qu'il est un portefeuille, soit une réélection pour les élections futures » (22). Un seul remède existe qui peut tirer la France d'embarras, c'est la dissolution :

« Aux grands maux, les grands remèdes, dit-on. Qu'une lueur de raison traverse l'esprit du président de la République et qu'une dissolution vienne nous débarrasser d'une Chambre dont les fautes ne sont plus comptées » (23).

(20) *Le Radical*, 31 mars 1885.

(21) *Le Radical*, 2 avril 1885.

(22) *Le Radical*, 3 avril 1885.

(23) *Le Radical*, 2 avril 1885.

A partir du 2 avril, il ne se passe pas un jour sans que le *Radical* réclame la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections. Bien que des élections normales soient prévues pour le mois d'octobre 1885, les radicaux veulent à tout prix hâter la fin de la législation, afin de profiter du mécontentement de l'opinion publique. L'échec de M. de Freycinet dans sa tentative pour constituer un ministère est interprété par le *Radical* comme un aveu d'impuissance de la part de la majorité actuellement au pouvoir et rend nécessaire une consultation électorale.

A l'égard des événements proprement militaires qui se déroulent au Tonkin, le *Radical* adopte la même position que la presse conservatrice. Lui aussi qui a combattu l'entreprise tonkinoise se plaint de l'incurie du gouvernement qui n'a rien fait pour éviter le désastre et pour sauvegarder l'honneur national. Il demande dès le 31 mars « des actes, des décisions promptes et énergiques pour délivrer nos fils qui meurent sous les balles meurtrières des légions chinoises ». Il reproche aux députés d'oublier que « nos soldats meurent là-bas non seulement sous les coups de fusil de l'armée chinoise, mais encore de toutes les maladies qui rendent ce pays inhabitable pour les européens » (24). Quand on sait les difficultés rencontrées par Ferry pour obtenir des crédits supplémentaires pour le Tonkin, il est assez curieux de lui voir reprocher, comme le fait le *Radical*, de n'avoir obtenu que 50 millions du Parlement, alors que précisément ce sont les députés d'extrême gauche qui ont toujours refusé les fonds nécessaires à la poursuite de la conquête (25). Le *Radical* en vient à reprocher au gouvernement de Ferry de n'avoir « pas assez d'autorité pour agir vigoureusement en Extrême-Orient » (26). Néanmoins son attitude assez ambiguë vis-à-vis de l'expédition du Tonkin ne va pas plus loin : s'il demande des « décisions promptes pour délivrer nos fils », à aucun moment par contre le mot de renforts n'est prononcé. Lorsque la situation du corps expéditionnaire français est analysée, les remèdes préconisés par la feuille radicale restent toujours très vagues. Il n'est jamais question ni de rapatriement des soldats français, ni de ren-

(24) *Le Radical*, 5 avril 1885.

(25) *Le Radical*, 3 avril 1885.

(26) Voir note (25).

forts supplémentaires. Le *Radical* rejette la responsabilité de l'incident de Long-Son sur les opportunistes afin de mieux les discréditer, tout en posant simplement la question :

« Et nos soldats, les laissera-t-on tous mourir sans songer une seule minute à eux » (27).

Violentes critiques vis-à-vis de Ferry et des opportunistes, nécessité d'une dissolution de la Chambre, apitoiement sur le sort des soldats français au Tonkin et exaltation du sentiment patriotique, tels sont les thèmes majeurs développés dans le *Radical* de Marseille au lendemain de la chute du ministère Ferry.

LES REACTIONS DU "SEMAPHORE" DE MARSEILLE

De tous les journaux paraissant à Marseille, le *Sémaphore* est, à coup sûr, celui qui fait preuve de la plus grande lucidité vis-à-vis des événements du Tonkin et de la chute du ministère Ferry. L'analyse qu'il donne de la situation, les répercussions intérieures et extérieures de l'incident de Lang-Son y sont décrites avec intelligence et sans-froid. C'est le seul journal qui essaye d'expliquer les motifs et la portée de l'intervention française au Tonkin. Certes, la majorité républicaine, responsable en grande partie de la dégradation de la situation en Indochine, ne bénéficie d'aucune excuse mais jamais le *Sémaphore* ne verse dans la critique injurieuse comme le font les journaux d'opposition. Deux sortes de réaction se manifestent : l'une politique, assez sévère dans l'ensemble à l'égard des opportunistes, l'autre que l'on pourrait qualifier d'économique et qui, tout en réclamant des décisions énergiques, fait valoir les intérêts français au Tonkin. Toutes deux d'ailleurs s'opposent parfois l'une à l'autre. En effet, tantôt le *Sémaphore* fait grief au gouvernement d'avoir engagé la France dans une aventure sans profit pour le pays, tantôt au contraire il réclame l'envoi au Tonkin de nouveaux renforts pour poursuivre la campagne et sauvegarder les intérêts des ressortissants français et la sécurité de nos possessions en Cochinchine.

Le *Sémaphore* reproche tout d'abord au gouvernement et à la majorité qui l'a soutenu, d'avoir abusé de la confiance et de la crédulité du pays en laissant « le sang et la richesse de la France

(27) *Le Radical*, 5 avril 1885.

se gaspiller sans profit pour l'honneur et au détriment du prestige national » (28). La responsabilité d'une telle situation repose moins peut-être sur Ferry que sur les députés de la majorité qui n'ont cessé de lui accorder des « bills d'indemnité et d'approuver sa politique coloniale » (29). Le journal s'en prend tout particulièrement à la majorité opportuniste :

« Ce qui reste encore debout de la coterie gambettiste s'évertue, comme si rien ne s'était passé de fâcheux pour elle à faire échouer les efforts de l'ancien ministre pour le succès de la mission dont l'a chargé le président de la République... ils ne désespèrent pas, en dépit des répugnances et des colères légitimes du public, de rester les maîtres de la République... » (32).

Vis-à-vis de Ferry lui-même, les réactions du *Sémaphore* sont assez nuancées et aucune épithète injurieuse n'est proférée à son égard, c'est plutôt son « assurance imperturbable » à la Chambre lors du débat sur l'incident de Lang-Son qui est mise en cause. Le *Sémaphore* lui reproche « son obstination à approuver une politique de dissimulation et d'aventure » (31). Les consultations effectuées par de Freycinet pour tenter de former un nouveau ministère constituent une autre occasion de dénoncer les intrigues opportunistes :

Le *Sémaphore* favorable à la constitution d'un cabinet de Freycinet rend la majorité opportuniste responsable des difficultés rencontrées par le président pressenti et du retard apporté au règlement des douloureux événements du Tonkin.

« Il ne plait pas à celle-ci que M. de Freycinet soit mis à même de réaliser son programme si sage, conforme d'ailleurs au vœu général et dont le principal article est de poursuivre le règlement de l'affaire du Tonkin le plus rapidement possible » (33).

« Après l'effondrement du Cabinet dont les opportunistes ont été comme on le sait les plus fermes soutiens, les plus chaleureux défenseurs, on espérait qu'ils auraient la sagesse de s'effacer, de

(28) *Le Sémaphore*, 31 mars 1885.

(29) Voir note (28).

(30) Voir note (28).

(31) *Le Sémaphore*, 1^{er} avril 1885.

(32) *Le Sémaphore*, 2 avril 1885.

(33) Voir note 32.

rester désormais dans l'ombre... mais ils ont créé des difficultés à M. de Freycinet et retardent ainsi l'avènement du nouveau ministère » (34).

Le *Sémaphore* en vient lui aussi à demander la dissolution de la Chambre qui lui apparaît comme la seule solution possible. Mais il le fait sans grande conviction et avec le secret espoir que cette mesure ne sera pas nécessaire. En effet, lorsque la crise se terminera par la constitution du cabinet Brisson qui ne comprend pas d'opportunistes, on pourra lire ceci dans le *Sémaphore* :

« Le nouveau cabinet... n'aura pas de peine à s'attirer la confiance du pays » (35).

Les réactions politiques du *Sémaphore* s'apparentent beaucoup à celles de la presse conservatrice de Marseille. Les mêmes thèmes y sont développés. L'imprévoyance et l'hypocrisie Ferry font l'objet des mêmes critiques. Les reproches les plus sévères sont destinés aux opportunistes qui ne bénéficient dans les colonnes du *Sémaphore* d'aucune excuse. Mais le *Sémaphore* ne va pas aussi loin que la *Gazette du Midi* et le *Soleil du Midi*. Il reste foncièrement républicain. Le régime malgré toutes ses imperfections lui semble bon et viable à condition d'écarter les opportunistes du pouvoir.

Mais le *Sémaphore* est un journal qui s'adresse avant tout aux milieux d'affaire. Si parfois l'appartenance politique qui le rapproche de la presse conservatrice semble l'emporter sur les intérêts économiques marseillais qu'il est chargé de défendre, il ne s'agit en fait que d'une alliance provisoire avec la droite contre la majorité opportuniste. En effet, le *Sémaphore* reproche peut-être moins au gouvernement d'avoir entrepris l'expédition au Tonkin, que de ne pas avoir mis en œuvre les moyens nécessaires pour la mener à bien. Le *Sémaphore* ne s'élève pas contre le principe de la conquête coloniale, ainsi que le font la droite et les radicaux, mais contre l'insuffisance des moyens employés pour la réaliser :

(34) *Le Sémaphore*, 4 avril 1885.

(35) *Le Sémaphore*, 7 avril 1885.

« Il n'y a qu'un moyen d'en finir. C'est, comme nous n'avons cessé de le répéter depuis le début de la campagne, de renforcer notre corps expéditionnaire, d'envoyer là-bas des hommes en nombre suffisant, fallut-il pour cela déclarer la guerre à la Chine, et demander aux Chambres les ressources extraordinaires que nécessitent des opérations lointaines rondement menées. On est las en France de ces alternatives de succès et de défaites. Nous perdons le lendemain ce que nous avons gagné la veille. » (36).

Les arguments avancés pour justifier la poursuite de la conquête, quel que soit le gouvernement français, sont de deux sortes. Il s'agit tout d'abord d'assurer la sécurité de nos possessions de Cochinchine :

« Il est très difficile pour ne pas dire impossible de garder la Cochinchine sans posséder aussi le Tonkin ou du moins sans y établir notre autorité. L'avenir de notre Cochinchine dépend de notre autorité au Tonkin. Ce n'est pas pour le plaisir de faire la guerre et de sacrifier à la politique coloniale que nous expédions des troupes sur les frontières de la Chine, c'est pour sauvegarder nos possessions du Sud que nous sommes contraints d'aller dans le Nord. Il est surprenant que l'on oublie en France les événements d'hier et que l'on ne se souvienne plus des motifs graves qui nous ont conduit au delà du Delta » (37).

L'autre motif qui justifie l'intervention française au Tonkin est la sauvegarde des intérêts de nos nationaux :

« D'ailleurs, les Européens établis dans les provinces tonkinoises nous ont plusieurs fois suppliés d'intervenir pour les protéger » (38).

Le *Sémaphore* fait également remarquer que les droits anciens sur l'Annam invoqués par la Chine ne sont qu'une chimère car tous les traités signés avec la cour de Hué ne les reconnaissent en aucune façon. On s'explique mieux dès lors que Ferry, dont les thèses coloniales se rapprochent singulièrement de celles exprimées par le *Sémaphore*, soit moins critiqué que dans les journaux d'opposition. Le *Sémaphore* rappelle aussi la mauvaise foi évidente dont la Chine a toujours fait preuve vis-à-vis de la France, en violant notamment la convention de Tien-Tsin. Nul compromis n'est possible :

(36) *Le Sémaphore*, 30 mars 1885.

(37) *Le Sémaphore*, 3 avril 1885.

(38) Voir note 37.

« Il n'y a plus d'hésitation possible, il faut occuper les trois provinces du Tonkin et le gouvernement se bercerait encore d'illusions dangereuses s'il croyait la paix possible avec la Chine, une paix sérieuse tant que nos soldats n'auront pas pris toutes les positions où peut s'organiser une forte résistance... Il serait donc préjudiciable à tous nos intérêts d'arrêter les opérations pour écouter les propositions de paix. Ce serait une nouvelle duperie car il faudrait recommencer la lutte à courte échéance et dans des conditions de plus en plus défavorables » (39).

Ainsi, les réactions du *Sémaphore* devant les événements du Tonkin et la chute du ministère Ferry semblent assez contradictoires en apparence. D'une part, il attaque, avec l'opposition conservatrice et radicale, la majorité opportuniste et sa politique au Tonkin, d'autre part il se rallie aux thèses coloniales de Ferry qu'il adopte et défend vigoureusement. Si, en matière de politique intérieure, le *Sémaphore* peut être classé parmi les journaux de « droite », par contre, lorsqu'il s'agit d'expansion outre-mer, il se rapproche des journaux opportunistes. En définitive, le réflexe économique l'emporte sur l'appartenance politique et tous les efforts déployés dans le *Sémaphore* pour expliquer, justifier et poursuivre la politique coloniale de Ferry en Indochine en sont la preuve éclatante.

LA PRESSE D'INFORMATION

Il convient d'examiner maintenant les réactions de deux quotidiens marseillais que nous avons jusqu'ici passés sous silence, à savoir le *Petit Provençal* et le *Petit Marseillais*. Alors que dans tous les autres journaux l'incident de Lang-Son et la chute du ministère Ferry avaient suscité de nombreux commentaires, des prises de position bien affirmées, des articles de fond où la situation du pays était analysée avec plus ou moins d'intelligence et de lucidité, dans ces deux feuilles au contraire les événements dramatiques du Tonkin et leurs répercussions à Paris ne font l'objet que de brèves dépêches ou de comptes rendus assez laconiques. En général, le *Petit Marseillais* et le *Petit Provençal* se bornent à rapporter les débats qui ont eu lieu à la Chambre ou les bruits plus ou moins fondés qui circulent sur la composition du nouveau mi-

(39) *Le Sémaphore*, 1^{er} avril 1885.

nistère. Les télégrammes en provenance du Tonkin y sont toujours reproduits scrupuleusement mais sans aucun commentaire. Journaux d'information et non journaux politiques, le *Petit Marseillais* et le *Petit Provençal* offrent peu de matière à analyser et présentent de ce fait un intérêt minime pour notre propos. Toutefois, si le *Petit Provençal* se présente bien comme un journal d'information, par contre quelques remarques à propos de telle ou telle dépêche de Paris ou du Tonkin apparaissent dans le *Petit Marseillais*.

Le *Petit Marseillais* fait état, non sans quelque complaisance, des critiques unanimement adressées, à la Chambre et dans toute la presse, à l'égard de la majorité opportuniste. Il dénonce les « gros bonnets de l'opportunisme » qui n'exigent pas moins de quatre portefeuilles dans le cabinet en voie de formation. Tout comme ses confrères de la presse d'opposition, le *Petit Marseillais* « s'explique mal que les hommes qui ont imposé leur politique à M. Ferry, qui sont vaincus et écrasés avec lui, émettent encore la prétention de rester les maîtres du gouvernement » (40). Ferry lui-même n'échappe pas à certaines critiques : « M. Ferry a créé à l'intérieur et surtout à l'extérieur une situation infiniment trop grave; il a conduit l'action diplomatique et l'action militaire avec une imprévoyance, une témérité dont on ne voit que trop les résultats » (41). Le *Petit Marseillais* s'élève également contre le retard apporté au dénouement de la crise, par la faute des opportunistes, alors que la situation de notre armée au Tonkin est critiquée :

« Voilà toute une semaine perdue en pourparlers, en négociations, en combinaisons... Le pays est étonné et indigné de tous les attermoissements apportés à la formation du cabinet qui doit avoir pour tâche de réparer les fautes de M. Ferry. Il s'indigne surtout parce que ces attermoissements ont pour cause... la difficulté de contenter tous les groupes parlementaires qui prétendent chacun avoir leur part du gâteau même ceux qui hier encore soutenaient le cabinet Ferry... Le pays est las de toutes ces mesquines questions personnelles qui reviennent toujours en tout et partout... il veut un ministère d'action qui sache ce qu'il veut, où il va et surtout qui sache où il ne veut pas aller » (42).

(40) *Le Petit Marseillais*, 1^{er} avril 1885.

(41) *Le Petit Marseillais*, 2 avril 1885.

(42) *Le Petit Marseillais*, 4 avril 1885.

Nous touchons là à une critique déjà formulée dans le *Sémaphore* qui reprochait à Ferry les hésitations apportées dans l'application de sa politique coloniale.

Dès le début de la crise, le *Petit Marseillais* est le seul journal qui, sans minimiser d'ailleurs la portée de l'incident de Lang-Son, ne juge pas la situation de notre armée au Tonkin aussi catastrophique qu'on pourrait le croire en France. Un article paru le 1^{er} avril 1885 essaye précisément de prouver que les troupes repliées sur le Delta vont bénéficier, en cette saison, d'un auxiliaire précieux, la pluie, qui « facilitera la tâche des canonières et entravera la marche en avant des Chinois qui, au surplus, s'éloignent de leur base ». Le journal demande aussi l'acheminement rapide de renforts au Tonkin afin de prêter main forte à nos troupes et de venger « l'échec subi par le drapeau français ». Conscient de l'humiliation ressentie en France à l'annonce de la retraite de la brigade Négrier, le *Petit Marseillais*, dans l'analyse qu'il donne des solutions susceptibles de mettre fin à la guerre du Tonkin, fait preuve d'une grande lucidité. Il ne défend pas, comme le font certains journaux, une expédition militaire en Chine avec Pékin pour but ultime. Certes, satisfaction doit être donnée à notre honneur bafoué, mais c'est la paix qu'il faut avant tout rechercher et non une extension du conflit. D'où la solution originale proposée par le *Petit Marseillais* :

« Entre les deux parties extrêmes, il y a un moyen terme qui peut se résumer en ceci : une action vigoureuse sur un point quelconque du territoire de la Chine qui venge notre honneur et relève dans l'Extrême-Orient le prestige du drapeau français et une paix honorable, aussitôt qu'il sera possible de la signer ; mais point n'est besoin de dépenser encore un demi-milliard et de sacrifier quelques milliers d'hommes pour aller signer celle-ci à Pékin... Prenons une revanche éclatante sur les Chinois là où nous pourrons les attendre le plus sûrement, mais pour défendre le Tonkin ne nous lançons pas à la conquête de la Chine. » (43).

Avec le *Sémaphore*, le *Petit Marseillais* est un des rares journaux qui ne se laisse pas emporter par la vague de surexcitation suscitée en France par les événements du Tonkin. La situation de nos troupes en Indochine fait l'objet de commentaires raisonnables qui contrastent avec les réactions violentes de la presse d'opposition.

(43) *Le Petit Marseillais*, 4 avril 1885.

C O N C L U S I O N

Peut-on essayer de grouper les diverses réactions de la presse marseillaise à la chute du ministère Ferry ? Quelles conclusions globales pouvons-nous dégager de notre enquête ? Deux phénomènes d'ordre différent, mais étroitement liés l'un à l'autre, doivent être mis en relief.

La chute du ministère Ferry a favorisé, à coup sûr, l'éclosion en France d'un sentiment de méfiance à l'égard des députés. L'unanimité se réalise dans la presse lorsqu'il s'agit de critiquer non seulement le cabinet démissionnaire mais aussi toute la majorité républicaine qui l'a soutenu. Dans tous les journaux marseillais on condamne sévèrement, parfois même avec violence, les intrigues des opportunistes pour se perpétuer à la direction du gouvernement. Jules Ferry, vivant symbole de cette politique, n'échappe pas en général à ces attaques. Certes le mécontentement vis-à-vis de l'ancien président du Conseil procède d'origines diverses : tantôt on lui reproche d'être tout simplement républicain, tantôt on lui fait grief d'avoir abusé de la confiance du pays en lui cachant la vérité sur l'expédition du Tonkin, tantôt on se plaint de son imprévoyance et de sa témérité ou parfois de son incapacité à faire appliquer la politique coloniale qu'il défendait. Mais l'unanimité se fait dans tous les journaux marseillais lorsqu'il convient de condamner la majorité républicaine qui lui a fourni ses voix. Fait plus grave, cette incurie que l'on reproche à nos gouvernants, cette méfiance que l'on manifeste vis-à-vis des opportunistes, rejaillit en définitive sur le régime républicain tout entier. Un sentiment d'antiparlementarisme se développe dans la presse comme dans le pays. Les différents remèdes préconisés par les journaux marseillais, dissolution de la Chambre ou changement de régime, visent à écarter du pouvoir les opportunistes qui, somme toute, constituaient à la Chambre la majorité républicaine.

Le second thème qui apparaît dans la presse marseillaise est l'exaltation du sentiment patriotique, bafoué au Tonkin. La crise ministérielle, provoquée par la démission du cabinet Ferry, acquiert une aussi grande résonance dans les journaux et dans toute la France car elle a pour origine un échec militaire. L'opinion publique, assez amorphe jusqu'ici à l'égard des entreprises coloniales, réagit vigoureusement devant la retraite de la brigade Négrier qui

apparaît comme une humiliation comparable à la défaite de 1870. Le patriotisme et l'esprit de revanche, si vivaces en France à cette époque, sont en quelque sorte cristallisés et exacerbés par les nouvelles du Tonkin. Les journaux marseillais qui réclament tous l'acheminement rapide de renforts en Indochine traduisent bien le désarroi qui s'empare du pays : il faut venger avant tout, disent-ils, l'honneur national et le drapeau tricolore. On ressent alors le besoin d'un gouvernement fort susceptible de donner satisfaction au sentiment patriotique qui se déchaîne dans tout le pays.

Comment ne pas s'expliquer dès lors l'écho profond dans la masse de l'opinion qu'allait éveiller le boulangisme dont le chef incarnait précisément la mentalité révisionniste et l'esprit de revanche ?

Jacques BAREL.
